

Contre l'État fédéral, Trump balance son poing américain

En dix jours à peine, le Président a mis à terre la fonction publique, désirant incarner à lui seul le pouvoir. Sans limites et sans contrôle.

Épisode n° 4

Les épisodes

Texte [Corentin Sellin](#)

Photo Rod Lamkey/AP/Sipa Édité par [François Meurisse](#)

La playlist

En résumé

La décoration d'un intérieur peut en dire beaucoup sur une personne. Et quand [Donald Trump](#) a repris possession de la Maison-Blanche, le 20 janvier, il y a apporté quelques touches parlantes. Comme [le retrait du grand portrait de Franklin Delano Roosevelt](#), dit « FDR », son illustre prédécesseur démocrate, seul président à avoir été élu pour quatre mandats consécutifs (1933-1945) avant l'adoption du [XXII^e amendement constitutionnel](#). Peut-être est-ce pour Donald Trump une marque de jalousie, alors qu'il ne cesse de s'amuser, avec toujours plus d'insistance, d'un [éventuel troisième mandat](#) en 2028. Il y a pourtant une similitude évidente dans l'exercice du pouvoir des deux hommes : la volonté de frapper fort et vite. FDR a ainsi légué à l'histoire américaine [le concept des « cent premiers jours »](#), lorsqu'il reprend en main une économie sinistrée par la Grande Dépression de 1929 et sauve en moins de trois mois le système bancaire et les principaux secteurs économiques par une intervention massive et inédite de l'État fédéral. Donald Trump, coutumier du toujours plus, a voulu bouleverser son pays en moins de cent heures, [comme l'affirme la Maison-Blanche](#). Et il mène à son tour depuis dix jours une révolution intérieure, mais cette fois contre cet État fédéral dont Franklin Delano Roosevelt avait fait l'outil d'un interventionnisme keynésien, réducteur des inégalités.

Le leader des Proud Boys Enrique Tarrio, gracié par Donald Trump de sa peine de vingt-deux ans de prison, est accueilli en héros à son arrivée à l'aéroport de Miami, le 22 janvier 2025 — Photo Saul Martinez/NYT/Redux/Réa.

La croisade de Donald Trump est d'abord celle contre le présumé « Deep State », l'État profond qu'il accuse toujours de lui avoir volé la présidentielle il y a quatre ans. Loin d'en finir avec cette affirmation infondée, comme certains l'espéraient dans un esprit de réconciliation nationale, il entreprend la vendetta promise durant la campagne contre tous ceux soupçonnés d'avoir voulu lui nuire. L'enquête du procureur spécial Jack Smith s'est close début janvier par la publication d'[un rapport](#) qui accable Donald Trump pour sa tentative de renverser l'élection de 2020 mais qui constate aussi l'impossibilité de le poursuivre comme chef de l'État en exercice. Le procureur ayant sagement [démissionné avant l'investiture](#) (lire l'épisode 3, [« Trump, le premier jour du reste des États-Unis »](#)), l'affaire aurait pu en rester là. Mais le nouveau Président a la rancune tenace et, le 27 janvier, il a fait virer du ministère de la Justice [la plupart des procureurs fédéraux](#) ayant travaillé

pour Jack Smith. L'argument invoqué illustre la conception de la justice promue par Donald Trump : les renvoyés ne lui seraient pas assez loyaux.

Trump a gracié des dizaines de miliciens d'extrême droite violents, qui jurent déjà vengeance contre les procureurs et les juges qui les ont fait condamner

L'esprit de vengeance de Donald Trump semble insatiable et il a même, en termes voilés, [menacé Joe Biden](#) de poursuites judiciaires. L'ancien président démocrate a en effet protégé nombre des cibles potentielles de son successeur – dont les anciens membres de la commission d'enquête parlementaire de la Chambre sur [l'insurrection du Capitole](#) – par [des grâces préemptives](#), mais [pas sa propre personne](#). Donald Trump a, lui, fait un usage beaucoup plus vaste de son pouvoir en la matière puisqu'il a accordé, dès le premier jour, son pardon à plus de 1 500 émeutiers du 6 janvier 2021 condamnés par la justice. Et, [contrairement à ce qu'escomptaient certains de ses alliés](#), il a fait même élargir ceux des assaillants qui avaient commis des actes violents contre les policiers. Ont donc été remis en liberté des dizaines de miliciens d'extrême droite, appartenant aux Oath Keepers et aux Proud Boys, [qui jurent déjà vengeance](#) contre les procureurs et les juges qui les ont fait condamner. Et comme le relèvent, effarés, lesdits juges, un président – qui a prêté serment de « *préserver, servir et protéger la Constitution* » – défait par ses grâces [le travail scrupuleux de la justice](#) contre ceux qui ont essayé de bloquer une transition pacifique du pouvoir.

Russell Vought témoigne devant le comité sénatorial du budget des États-Unis sur sa nomination au poste de directeur du Bureau de la Maison-Blanche pour la gestion et le budget, à Washington, le 22 janvier 2025 — Photo Mattie Neretin/Zuma/Réa.

Mais cette attaque de l'intérieur de Donald Trump contre l'État fédéral ne se limite pas à la simple vengeance. Depuis dix jours, il a lancé une autre bataille pour réduire à sa plus simple expression l'« Administrative State », vieille obsession de la droite conservatrice américaine, précisément [depuis Franklin Delano Roosevelt](#). Dans ce combat contre la bureaucratie fédérale, accusée d'être dépensière, pléthorique et étouffante pour les libertés individuelles, Donald Trump a un grand organisateur, Russell Vought, qu'il a [nommé à la tête du Bureau de la Maison-Blanche pour la gestion et le budget](#) (Office of Management and Budget, OMB). Celui-ci n'est autre que l'un des principaux concepteurs du Projet 2025, plan de bataille de reprise en main de l'État concocté [au sein de la fondation nationale-conservatrice Heritage](#) et que Donald Trump avait été contraint de renier durant la campagne, [sans guère convaincre](#). À la tête de l'OMB, qui conçoit la proposition de budget présenté par le président des États-Unis au Congrès, Russell Vought disposera seul du pouvoir constitutionnel de lever l'impôt. Mais il entend bien changer les règles du jeu et, sur ordre de Donald Trump, veut également pouvoir ne pas exécuter certaines dépenses publiques votées par le Congrès, comme il l'a réaffirmé [lors de ses auditions sénatoriales](#).

L'usage des ressources fédérales pour promouvoir l'égalité marxiste, le transgenrisme et l'ingénierie sociale du New Deal écologique est un gaspillage de l'argent du contribuable.

Alors que Russell Vought n'a pas encore été confirmé par le Sénat, Washington a été prise de stupeur ce lundi 27 janvier, lorsqu'un mémo de l'OMB a annoncé en soirée [le gel de la plupart des subventions et prêts publics](#) de l'État fédéral. Dès le lendemain, [la mesure a été suspendue](#) dans son application par la justice fédérale en attendant un examen sur le fond et, face à l'incertitude sur les postes budgétaires touchés, le mémo a finalement été rétracté ce mercredi, même si la présidence

Trump [a réaffirmé sa volonté de gel](#). Restent donc un défi lancé à l'autorité budgétaire constitutionnelle du Congrès et [une remise en cause de l'« Impoundment Control Act »](#) de 1974, arraché par le pouvoir législatif à une présidence Nixon en pleine débandade. Cette loi interdit à un président de bloquer des fonds budgétaires à des fins politiques. Or le mémo de l'OMB trumpiste ne laissait guère de doutes sur les motifs de la manœuvre. Selon les termes de son directeur intérimaire, Matt Vaeth, ce gel des dépenses pourtant budgétées était justifié par la nécessité de les examiner une par une car « *l'usage des ressources fédérales pour promouvoir l'égalité marxiste, le transgenrisme et l'ingénierie sociale du New Deal écologique est un gaspillage de l'argent du contribuable* ».

La volonté trumpienne de « dégraisser » l'État fédéral américain n'est jamais très loin, en effet, du désir de le purger de ses éléments potentiellement déloyaux. Au lendemain du mémo de l'OMB, et conformément à la pratique du « *choc et de l'effroi* » théorisée par Donald Trump et son entourage, la Maison-Blanche annonce [ouvrir un guichet départ](#) pour des fonctionnaires fédéraux qui seront payés jusqu'à septembre s'ils acceptent une démission immédiate. La présidence espère ainsi pouvoir se délester de 5 % à 10 % des effectifs de la fonction publique fédérale. Et pour ceux qui restent, Donald Trump supprime dans le même temps [les garanties statutaires](#) sur des milliers d'emplois publics et les transforme en postes entièrement dépendants du pouvoir politique.

L'armée américaine fournit une aide logistique aux services de l'Immigration and Customs Enforcement pour expulser des personnes sans-papiers via un vol militaire au départ de Tucson, en Arizona, le 23 janvier 2025 — Photo Senior Airman Devlin Bishop/Département de la défense américain/Sipa.

Cet État fédéral purgé et amaigri à vitesse grand V remplit en même temps trois objectifs convergents pour Donald Trump. Il peut d'abord exercer son mandat en concentrant sur sa seule personne la réalité du pouvoir, loin d'un appareil d'État dévitalisé. Ainsi, [le cessez-le-feu à Gaza](#) a été négocié pour Donald Trump en dehors de la diplomatie traditionnelle du département d'État par un envoyé spécial du Président, Steve Witkoff – un autre milliardaire new-yorkais de l'immobilier et [partenaire régulier de golf](#). L'affaiblissement de l'État fédéral garantit aussi à Donald Trump l'effacement des normes bureaucratiques comme limites à l'exercice de ses ordres. Ainsi, quand la présidence ordonne courant janvier aux agents de l'Immigration and Customs Enforcement de multiplier considérablement [le nombre d'arrestations quotidiennes d'immigrés présumés sans-papiers](#), au risque de bavures et de débordements, quel agent fédéral pourra encore rechigner ?

Un État fédéral affaibli ne peut plus réguler les excès des grands groupes et de leurs propriétaires. Comme ceux d'un certain Elon Musk

Un État fédéral réduit à la portion congrue et « présidentialisé » est enfin une puissance publique qui ne peut plus contrôler et réguler les excès des grands groupes industriels et de leurs propriétaires milliardaires. Ainsi, Elon Musk est poursuivi en justice depuis mi-janvier par la Securities and Exchange Commission (SEC), l'autorité publique de régulation des marchés financiers, pour ne pas avoir rendu publics [ses larges achats d'actions de Twitter](#) fin 2022. La SEC est un grand héritage de Franklin Delano Roosevelt, conçue pour éviter que les errements des marchés financiers de la Grande Dépression [ne se reproduisent](#)... mais Donald Trump en a déjà nommé un nouveau directeur, Paul Atkins, [beaucoup plus conciliant avec le patron de Tesla](#).

Dimanche dernier, lors d'une retraite avec les élus républicains au bout d'une semaine de mandat, Donald Trump a d'ailleurs [annoncé détruire](#) « *la coalition politique du New Deal de Franklin Roosevelt qui a dominé le paysage politique des États-Unis depuis un siècle* ». S'il entend par là de

démanteler l'État fédéral pour en faire un instrument au seul profit des plus riches Américains et de son pouvoir personnel, le travail paraît bien engagé.